ÉTATS-UNIS

Quand Trump et Musk attisent la dis

Après l'arrivée des 49 premiers « réfugiés » blancs sud-africains aux Etats-Unis la semaine dernière, Pretoria envoie son président, Cyril Ramaphosa, à Washington ce mercredi. Objectif : apaiser les tensions alors que Donald Trump et son conseiller Elon Musk accusent l'Afrique du Sud d'orchestrer un « génocide blanc ».

GABRIEL PORROMETO
CORRESPONDANT EN AFRIQUE DU SUD

Je me sens déjà plus en sécurité », a déclaré Errol Langton, fermier de Hibberdene, ville du KwaZulu-Natal, au *New York Times* le 12 mai dernier. Menacé, selon lui, parce qu'il est blanc et agriculteur, il fait partie des Sud-Africains qui ont obtenu le statut de réfugié aux Etats-Unis.

Les accusations de persécution des fermiers blancs et des Afrikaners, ces descendants des colons néerlandais et huguenots, ne sont pas nouvelles. Depuis la fin de l'apartheid, certains d'entre eux dénoncent des violences ciblées et une discrimination raciale. Un récit pourtant contredit par les statistiques sud-africaines : en 2023, 49 agriculteurs blancs ont été tués alors que le pays comptait en moyenne 75 homicides par jour, majoritairement dans les communautés noires et les zones pauvres.

Ces réfugiés font partie d'un groupe qui n'a pas beaucoup de soutien, qui est contre le changement. Et qui préférerait voir l'Afrique du Sud revenir à des politiques d'apartheid
Cyril Ramaphosa
Président sud-africain

Des inégalités encore criantes

Selon Melissa Steyn, professeure d'anthropologie à l'Université du Witwatersrand, ce sentiment d'oppression est alimenté par la difficulté d'une partie des Afrikaners à accepter la fin d'un système qui leur était favorable. Trente ans après les premières élections démocratiques, l'Afrique du Sud reste l'un des pays les plus inégalitaires du monde. Les blancs possèdent encore 72 % des terres agricoles et occupent 62 % des postes de direction, selon le gouvernement.

Mais cela n'a pas empêché Donald Trump et Elon Musk de relayer, voire d'amplifier la thèse d'un « génocide blanc ». Une narration qui s'inscrit dans le discours identitaire du mouvement Maga (*Make America Great Again*), nourri de théories complotistes comme celle du « grand remplacement ».

La redistribution des terres au centre des tensions

Né à Pretoria, Elon Musk a grandi sous l'apartheid. Un passé qui, selon Melissa Steyn, influence encore ses positions conservatrices. Opposé aux politiques de discrimination positive mises en place pour réduire les inégalités, comme les quotas d'emploi, Musk justifie même son refus d'investir dans son pays natal par ces mesures qu'il juge antiéconomiques.

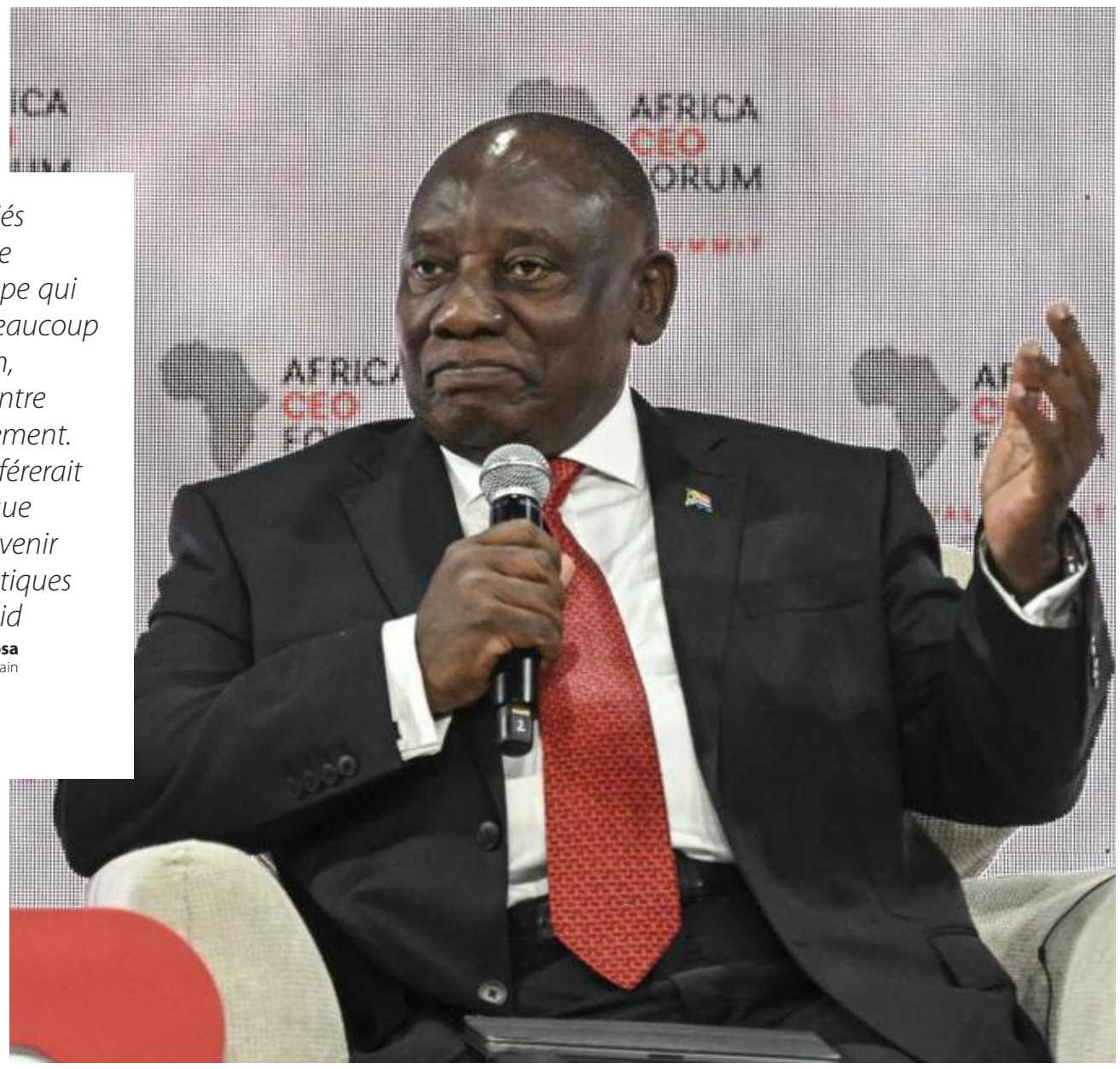
A l'origine de cette crispation diplomatique : l'adoption en janvier d'une loi sud-africaine autorisant, dans des cas strictement encadrés, l'expropriation de terres. Une mesure symbolique qui a immédiatement suscité l'irritation de Donald Trump. Le président américain a rapidement réagi, en disant que la nation arc-en-ciel traitait certaines « catégories de personnes » d'une « très mauvaise façon », en faisant référence à la minorité blanche sud-africaine, notamment les Afrikaners.

Une visite pragmatique

Le 7 février dernier, il signe un décret facilitant l'accueil de réfugiés blancs sud-africains, accusant Pretoria de mener une politique de « discrimination raciale institutionnalisée ». Objectif : planifier la réinstallation des Afrikaners, qui fuient la discrimination raciale encouragée par le gouvernement sud-africain, selon le président américain.

De son côté, le président sud-africain, Cyril Ramaphosa, a dénoncé ces accusations lors d'un forum économique à Abidjan, en Côte d'Ivoire : « Un réfugié est quelqu'un qui doit quitter son pays par peur de persécution politique, religieuse ou économique. » Ces réfugiés, selon lui, « ne correspondent pas à cette définition ». Au contraire, selon le dirigeant sud-africain, ils font partie d'un « groupe marginal qui n'a pas beaucoup de soutien, qui est contre la transformation et le changement. Et qui préférerait voir l'Afrique du Sud revenir à des politiques d'apartheid ».

L'engagement de l'Afrique du Sud pour la cause palestinienne et le renforcement des quotas d'emploi n'ont fait que creuser le fossé avec Washington. La visite de Ramaphosa vise pourtant à éviter une escalade dangereuse pour la nation arc-en-ciel. En ligne de mire : conclure un accord commercial pour protéger l'économie sud-africaine alors que les Etats-Unis envisagent de rétablir une hausse des droits de douane en juillet. Un pragmatisme assumé, loin de la polémique autour des réfugiés afrikaners.



Selon le président sud-africain, « un réfugié est quelqu'un qui doit quitter son pays par peur de persécution politique, religieuse ou économique », or ces réfugiés arrivés aux Etats-Unis « ne correspondent pas à cette définition ». © AFP.

la journali
la conce

HUMEUR

PHILIPPE LALOUX

Loi anti « deepfake » : le joker bidon de Trump pour censurer ses détracteurs

En vrai, il l'a fait. Donald Trump a donc promulgué, sans sourciller, une loi fédérale visant à criminaliser le partage, sans consentement, d'images intimes, réelles ou créées par intelligence artificielle. Baptisé *Take it down*, ce texte avait déjà été largement plébiscité le 29 avril dernier au Congrès. Il s'attaque très clairement au phénomène des *revenge porn*, dont les adolescentes sont les principales victimes. Mais aussi au fléau des *deepfakes* à caractère sexuel, ces fameux « hypertrucages » vidéo qui ont, notamment, odieusement sali la chanteuse Taylor Swift ou l'égérie du Parti démocrate Alexandria Ocasio-Cortez.
C'est une double bonne nouvelle. La première, c'est que, factuellement, ce blanc-seing présidentiel montre que Melania Trump résiste. Et prouve qu'elle existe. Ces dernières semaines, le *New York Times* faisait le buzz en tartinant des pages entières sur l'agenda fantomatique de la première dame des Etats-Unis. Mais cette loi, c'est elle. Elle symbolise son combat acharné pour la dignité et la sécurité en ligne. Elle lui a même valu sa première apparition publique en solo depuis l'investiture de son époux, devant le Congrès, début mars.
La seconde bonne nouvelle, c'est que les Etats-Unis semblent se rapprocher de l'esprit de la régulation européenne qui, globalement, vise à interdire en ligne ce qui l'est dans la vie réelle. Et ce en particulier pour les mineurs. On songe au Digital Services Act, au Règlement général sur la protection des données ou encore à l'AI Act. Washington va même un cran plus loin en imaginant une « responsabilité civile » pour les réseaux sociaux qui refuseraient de retirer ces images dans les 48 heures.
C'est précisément la mauvaise nouvelle. Car ceci est évidemment trop beau pour être vrai. Le chantre de la post-vérité, qui a d'ailleurs dézingué tous les instituts fédéraux de lutte contre la désinformation, l'a d'ailleurs annoncé lui-même. Estimant que « personne n'est traité plus mal que (lui) en ligne », il compte bel et bien utiliser le *Take it down Act* pour censurer ses détracteurs. Plus largement, dénonce l'ONG Electronic Frontier Foundation, ce texte « conduirait probablement à l'utilisation de filtres automatisés souvent imprécis qui sont tristement célèbres pour avoir signalé des contenus légaux, comme des reportages d'actualité. Il menacera les messageries privées, qui pourraient réagir en abandonnant complètement le chiffrement afin de pouvoir contrôler le contenu, transformant ainsi les conversations privées en espaces surveillés ». Pas faux.

Trump a brandi le « Take It Down Act » après l'avoir signé avec sa femme, Melania Trump, lors d'une cérémonie à la Maison-Blanche ce lundi. © PHOTO NEWS.